

affaires extérieures, mais j'aurai l'occasion d'y revenir. Je ne saurais cependant m'abstenir de signaler à cette étape-ci l'accueil que le secrétaire d'État aux Affaires extérieures (M. Smith) a réservé à Seattle à la présence de la Chine rouge à une conférence au sommet, à un moment où le premier ministre, à Karachi, et le ministre des Finances, à Tokyo, jetaient une douche d'eau froide sur toute suggestion voulant que la politique du Canada change à l'égard de ce gouvernement.

J'en viens à mon dernier sujet pour cet après-midi, c'est-à-dire les relations canado-américaines. Je voudrais entamer cette question, et si je le fais, c'est qu'il s'agit d'une question de la plus haute importance. Si je le fais en ce moment, c'est que le gouvernement ne manifeste à cet égard qu'une politique de tâtonnement et d'indécision. Nous aurons d'autres occasions, je l'espère, d'étudier les aspects d'ordre plus général et important de ces relations dont on parle tant ces jours-ci. Je me contenterai aujourd'hui de parler de l'aspect général de la question et d'exprimer mon propre espoir que nous, au Canada, devrions toujours considérer et étudier cette relation vitale avec une pleine conscience de notre responsabilité, en comprenant parfaitement que les destinées de nos deux pays sur le même continent, dans un monde menaçant, sont inséparables. On peut désirer qu'il n'en soit pas ainsi, mais cela ne changera pas les faits; cependant, les faits devraient toucher et même, parfois, inspirer à la fois les lignes de conduite et les paroles.

Lorsqu'ils siégeaient du côté de l'opposition, mes honorables amis d'en face parlaient en termes durs et hargneux de ces relations. Ils parlaient de "flibustiers du Texas", "domination américaine", "abandon complet à Washington", "menace de contrôle financier américain"; ils disaient que nous devenions les serviteurs, les porteurs d'eau de nos voisins et qu'on nous étranglait et nous trahissait. Nous nous souvenons de ces expressions. Mais vint la réalité de la responsabilité officielle, et du jour au lendemain, bien entendu, les propos changent. De fait, le ministre du Commerce, en visite à Chicago en novembre dernier, a admis, comme un des premiers indices de réflexion qui soit venu d'un membre du présent gouvernement, ce qui suit:

L'origine du malentendu à l'égard de cette question se retrouve dans les discours prononcés au cours des campagnes électorales dans le but exprès d'embarrasser les adversaires politiques.

L'hon. M. Churchill: Je parlais de vos discours à vous.

L'hon. M. Pearson: Le ministre n'a jamais dit si vrai. Il doit avoir lu quelques-uns de ses vieux discours.

L'hon. M. Churchill: Je parlais des vôtres.

L'hon. M. Pearson: Le ministre se souvient sans doute que lui et ses collègues nous ont assaillis de propos de ce genre, disant que nous trahissions le Canada en faveur des États-Unis, et que, lorsque nous tentions de mettre ces relations en lumière comme l'exigeait l'importance du sujet, nous avons été les victimes d'attaques passablement vigoureuses et amères de la part de l'honorable ministre et autres. Ils devraient relire leurs discours dans le hansom. Et que dit le ministre aujourd'hui? Voici ce qu'il disait à Chicago:

L'augmentation du capital américain ne suscite ni inquiétude ni craintes au Canada.

Le ministre s'exprimait-il ainsi il y a quatre ans? Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, dans un discours qu'il prononçait à Seattle le même jour, en a dit encore davantage. Je le cite:

Le Canada ne ressent, à l'égard des États-Unis, ni crainte, ni jalousie, ni méfiance. Au contraire, nous avons une attitude positive, faite de collaboration, d'esprit d'équité, de justice et de liberté.

Ce pourrait être assez difficile de prouver, à la satisfaction de tous les Canadiens, la première phrase de cette déclaration. Le ministre aurait peut-être du mal à persuader chacun de nos gens que nous ne nous inquiétons pas de certains aspects de la politique américaine. Je suis heureux qu'il se soit exprimé ainsi. Cependant, la deuxième phrase qu'il a prononcée, et que j'ai citée, me paraît bien admirable; oui admirable: elle exprime des sentiments que nous partageons, nous qui siégeons de ce côté-ci de la Chambre, et je tiens à en féliciter le ministre. Je souhaiterais qu'il se fût trouvé ici, dans cette Chambre, durant les débats d'il y a deux ou trois ans.

Plus intéressants encore sont les propos de caractère politique employés à New-York par le premier ministre lors d'un dîner sans caractère politique donné par les Pilgrims le 28 octobre dernier. Je cite le texte de son discours, publié par son propre bureau:

Des changements salutaires se sont produits dans ces relations (entre le Canada et les États-Unis) depuis le discours que j'ai prononcé à Dartmouth il y a quatorze mois. Les plantes du jardin reçoivent de meilleurs soins;...

J'apprécie ces interruptions et ces applaudissements, monsieur l'Orateur. Ils rendent ce qui suit tellement plus implicite.

Les plantes du jardin reçoivent de meilleurs soins, on les soutient et on guide leur croissance, on ne les laisse plus pousser à l'état sauvage.

Eh bien, quelles preuves le premier ministre a-t-il données de ce changement spectaculaire survenu depuis l'époque des libéraux, alors que les fleurs du jardin poussaient à